



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

ANDREA ARZANI, ROBERTO ESPOSTI and FRANCO SOTTE (eds), **European Policy Experiences with Rural Development**.

Kiel, Wissenschaftsverlag Vauk Kiel KG, 2002, 306 p.

Depuis une vingtaine d'années, le terme « développement rural » s'est peu à peu imposé dans le vocabulaire des responsables bruxellois, à la recherche de réponses adaptées aux limites et aux insuffisances, voire aux impacts non désirés, de la politique agricole commune (PAC). Au-delà des mots, on s'aperçoit cependant que la notion elle-même n'est pas très précise et surtout que son contenu varie selon les interlocuteurs et selon les périodes, au gré des rapports de force politiques et professionnels, depuis le Livre vert de 1988 jusqu'à la récente Conférence de Salzbourg (novembre 2003), en passant par la Conférence de Cork (1997) et le Règlement développement rural de l'Agenda 2000.

L'ouvrage édité par Arzani, Esposti et Sotte, à la suite d'un séminaire de l'EAAE (*European Association of Agricultural Economists*) qui s'est tenu à Ancône en juin 2001, s'inscrit dans la lignée des nombreuses réflexions visant justement à mieux délimiter les contours de ce que l'on appelle le développement rural et à donner des fondements plus solides aux politiques correspondantes, que ce soit à l'échelle communautaire ou dans les différents pays de l'Union¹.

L'objectif de l'ouvrage est d'analyser le développement rural du point de vue du décideur public. Il vise à fournir une « *base scientifique pour la définition, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques de développement rural* ». Les contributions sont nombreuses et le lecteur pourra y trouver aussi bien les références théoriques ou méthodologiques que les illustrations concrètes qui permettent de consolider la conception et d'améliorer l'application de politiques adaptées. Elles sont, de ce point de vue, regroupées en trois parties distinctes.

La première traite des différentes approches du développement rural et se pose la question des politiques correspondantes au vu de la grande variété des territoires en Europe. La deuxième partie se focalise davantage sur le rôle des entreprises agricoles et rurales dans le développement économique micro-régional et sur la place des acteurs locaux dans la mise en place des diverses mesures d'intervention publique. La troisième partie enfin concerne la contribution de la recherche à l'élaboration de nouveaux outils et de nouvelles méthodes pour l'évaluation des politiques de développement rural, c'est-à-dire l'analyse de leur efficacité et de leur efficacité.

On ne reprendra pas, dans cette note de lecture, l'ensemble des contributions. Qu'il nous soit permis plutôt de sélectionner quelques thèmes, illustrant l'intérêt et la richesse et, quelquefois, les limites des textes regroupés ici, synthétisés d'ailleurs de manière claire et précise dans l'introduction de Franco Sotte et la conclusion d'Yves Léon.

¹ Voir, par exemple, pour la France :

- Perrier-Cornet Ph. (éd.), *Repenser les campagnes et À qui appartient l'espace rural ?*, Éditions de l'Aube/Datar, 2003.

- Commissariat général du Plan, *Les politiques de développement rural*, Rapport de l'instance d'évaluation, la Documentation française, 2003.

1.- Les débats autour de la notion d'espace rural et de développement rural sont repris et prolongés dans divers passages. Ils exposent bien la difficulté de définir de manière univoque ce que l'on appelle l'espace rural, compte tenu notamment de la diversité des situations démographiques et de la structuration des territoires, d'un pays ou d'une région à l'autre ; ils donnent également un contenu précis à la notion de développement rural (voir, par exemple, le chapitre de Errington ou celui de Léon) et signalent l'ambiguïté qui recouvre souvent sa définition et son usage, jusque dans les politiques mises en œuvre. Peut-être, aurait-on pu aller plus loin dans l'explicitation des différentes approches du développement rural, en distinguant : i) la vision « agricole-centrée » qui pose l'agriculture comme moteur du développement rural, ii) celle qui, au contraire, spécifie un espace rural homogène et autonome, privilégiant l'intersectorialité et la transversalité, iii) une autre conception qui repose sur une définition polarisée du rural lié à la ville et à l'expansion urbaine et iv) enfin, celle qui insiste prioritairement sur les fonctions naturelles et environnementales de l'espace rural. Cette classification s'avère souvent utile pour comprendre le type de politique mis en place, ses références, son intérêt et ses limites.

2. – S'agissant de l'évaluation des politiques de développement rural, des méthodologies et des résultats pertinents et utiles sont présentés. C'est l'une des questions récurrentes des politiques de développement rural que celle de réussir à mettre en place un dispositif d'évaluation à la fois rigoureux et opérationnel. Le défi concerne en particulier les évaluations « économiques » : il faut en effet, d'une part, pouvoir mesurer les effets propres du programme ou de la politique que l'on veut évaluer (ce qui se serait passé s'il n'y avait pas eu de politique) et, d'autre part, disposer de méthodologies qui ne requièrent pas de modélisations ou une accumulation de données hors de portée. C'est ce qui est proposé dans la troisième partie du livre, à partir de techniques complémentaires que sont les tableaux entrées-sorties, les matrices de comptabilité sociale ou encore les méthodes économétriques. Les résultats parfois contradictoires de ces différentes méthodes montrent bien cependant la nécessité de poursuivre les recherches dans ce domaine.

3. – Même si l'on n'adopte pas une vision agricole du développement rural, la question de la place de l'agriculture reste posée, d'autant plus qu'il s'agit d'une activité certes devenue minoritaire en termes de population ou de création de richesses, mais qui continue à occuper une part majoritaire de l'espace rural. La prise en compte de la multifonctionnalité de l'agriculture apparaît à cet égard comme un moyen de réintégrer le secteur agricole dans la dynamique d'ensemble de l'espace rural. Il reste, bien entendu, à aller au delà des déclarations de principe et à examiner la manière dont, en pratique, ces différentes fonctions peuvent être valorisées, les unes par l'intervention publique, les autres par le marché.

4. – Enfin, l'ouvrage, dans une perspective qui n'est pas seulement économique, pose aussi la question de l'implication des acteurs locaux dans l'émergence et la mise en œuvre des politiques de développement rural. On connaît l'opposition traditionnelle entre les mesures dites « *top down* » et les mesures « *bottom up* ». On tranche souvent, au nom du développement local, en faveur de ces dernières. Les choses sont sans doute moins simples, que l'on se situe d'un point de vue économique, sociologique ou de science politique. On re-

joint ici les problématiques de la gouvernance territoriale et de la question des modes de décision et de gestion les mieux adaptés à l'échelon local.

On le voit à travers ces quelques thèmes évoqués ici, l'ouvrage intègre la plupart des questions que posent la conception, la mise en oeuvre et le suivi des politiques de développement rural. Les points de vue exprimés sont riches de leur diversité; ils présentent l'inconvénient des livres construits de cette façon, à savoir un certain côté « *patchwork* » des différentes contributions qui frustre parfois le lecteur d'une vision d'ensemble plus affirmée. On peut peut-être aussi regretter que les différentes contributions, très axées sur l'aide à la décision publique, aient moins abordé les fondements mêmes du développement rural et des mécanismes à l'oeuvre, qu'ils relèvent de l'économie spatiale ou de l'économie régionale. Il est certain cependant que toute personne concernée par la problématique du développement rural trouvera de quoi satisfaire largement sa curiosité dans cet ouvrage.

Pierre DAUCÉ

Agrocampus, Rennes